

Note de synthèse
Compte Financier Unique 2025

BUDGET GENERAL

SOMMAIRE

1. Section de fonctionnement

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

2. Section d'investissement

2.1 Les recettes réelles d'investissement

2.2 Les dépenses réelles d'investissement

3. Résultats de l'exercice

4. Ratios d'analyse financière

L'article 2313-1 du CGCT du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation, brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le compte administratif rend compte, annuellement, des opérations budgétaires exécutées. Il est voté par l'assemblée délibérante avant le 30 juin.

Il est constitué de deux sections, fonctionnement et investissement. Contrairement au budget primitif, il n'y a pas d'obligations d'équilibre pour ce document. Il permet de retracer l'entièreté des engagements budgétaires réalisés par la commune sur l'exercice.

La section de fonctionnement retrace toutes les recettes et les dépenses de la gestion courante de la collectivité. L'excédent dégagé par cette section est utilisé pour rembourser le capital emprunté et également à autofinancer les investissements.

La section d'investissement retrace les programmes d'investissement en cours et/ou à venir. Ces différents programmes permettent de répondre à vos attentes quant à l'évolution de la collectivité ainsi qu'à valoriser le patrimoine. Les recettes sont issues de l'excédent de la section de fonctionnement ainsi que des dotations/subventions et les emprunts.

Il sera présenté, par le biais de ce document, les résultats de l'exercice 2024 ainsi que ceux des années précédentes afin de voir l'évolution de la santé financière de la commune.

1. Section de fonctionnement

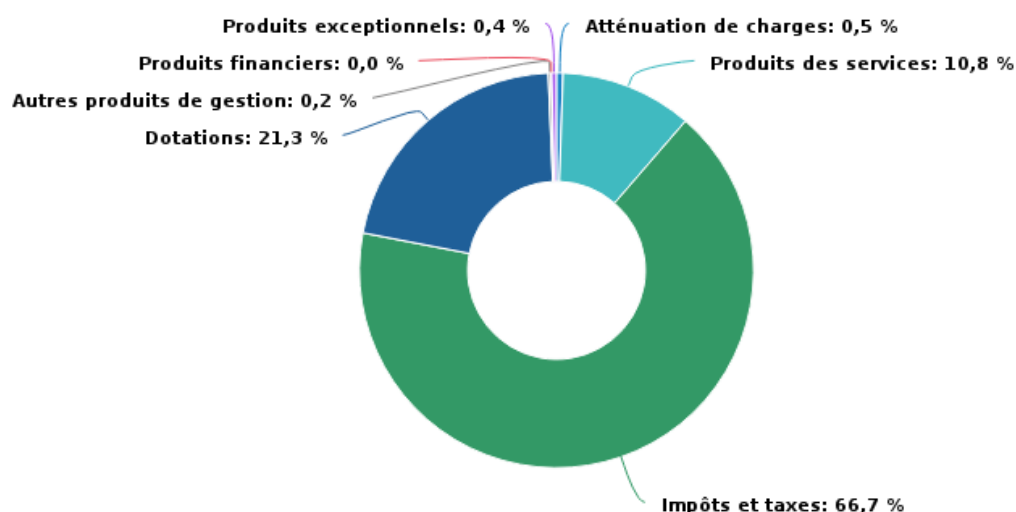
1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

La section de fonctionnement permet d'assurer la gestion courante de la collectivité. Au niveau des recettes, on retrouve principalement :

- Les recettes liées à la fiscalité ;
- Les dotations ;
- Les produits des services, du domaine et ventes diverses.

Pour l'exercice 2025, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 14 284 872,59 €, elles étaient de 14 046 558,53 € en 2024. Elles se décomposent de la façon suivante :

Structure des recettes réelles de fonctionnement



Année	2024	2025	2024-2025 %
Impôts / taxes	9 331 221 €	9 497 322 €	1,78 %
Dotations, Subventions ou participations	2 980 662,49 €	3 173 553,51 €	6,47 %
Recettes d'exploitation	1 549 088,02 €	1 503 824,33 €	-2,92 %
Autres recettes	185 587,02 €	110 172,75 €	-40,64 %
Total Recettes de fonctionnement	14 046 558,53 €	14 284 872,59 €	1,7 %

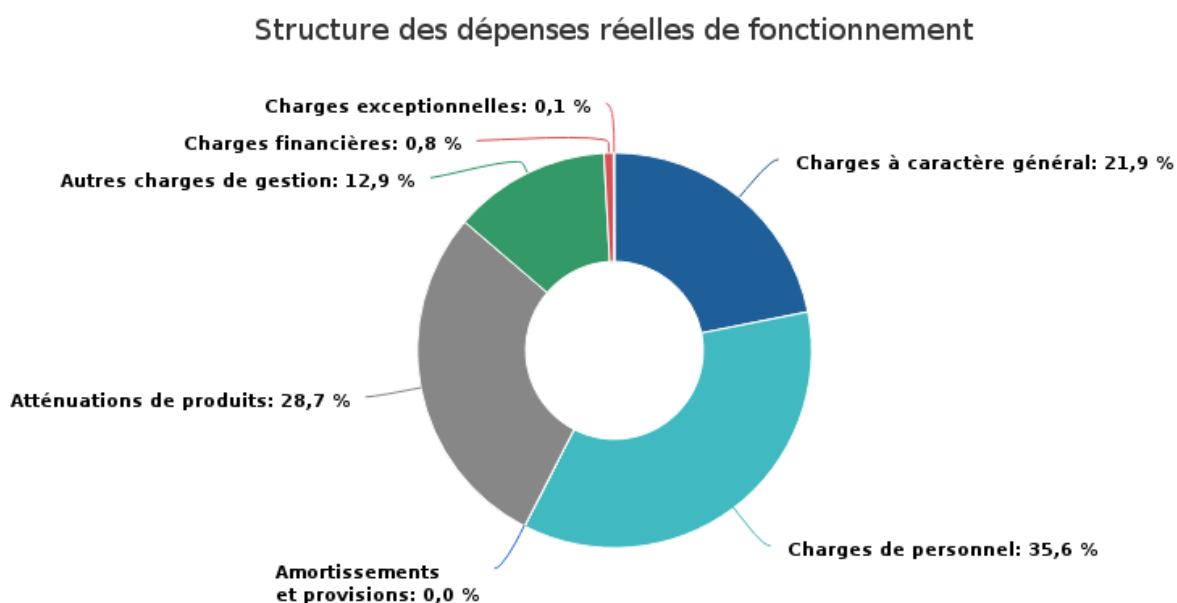
1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve ici toutes les dépenses récurrentes de la collectivité, on y retrouve principalement :

- Les dépenses de personnel ;
- Les charges à caractère général ;
- Les autres charges de gestion courante.

Pour l'exercice 2025, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à un montant total de 11 501 929,75 €, elles étaient de 11 167 587,98 € en 2024.

Elles se décomposent de la façon suivante :



Année	2024	2025	2024-2025 %
Charges de gestion	3 881 122,13 €	4 151 417,21 €	6,96 %
Charges de personnel	3 981 169,73 €	4 096 546,22 €	2,9 %
Atténuation de produits	3 208 698 €	3 165 808 €	-1,34 %
Charges financières	88 170,28 €	83 392,85 €	-5,42 %
Autres dépenses	8 427,84 €	4 765,47 €	-43,46 %
Total Dépenses de fonctionnement	11 167 587,98 €	11 501 929,75 €	2,99 %

2. Section d'investissement

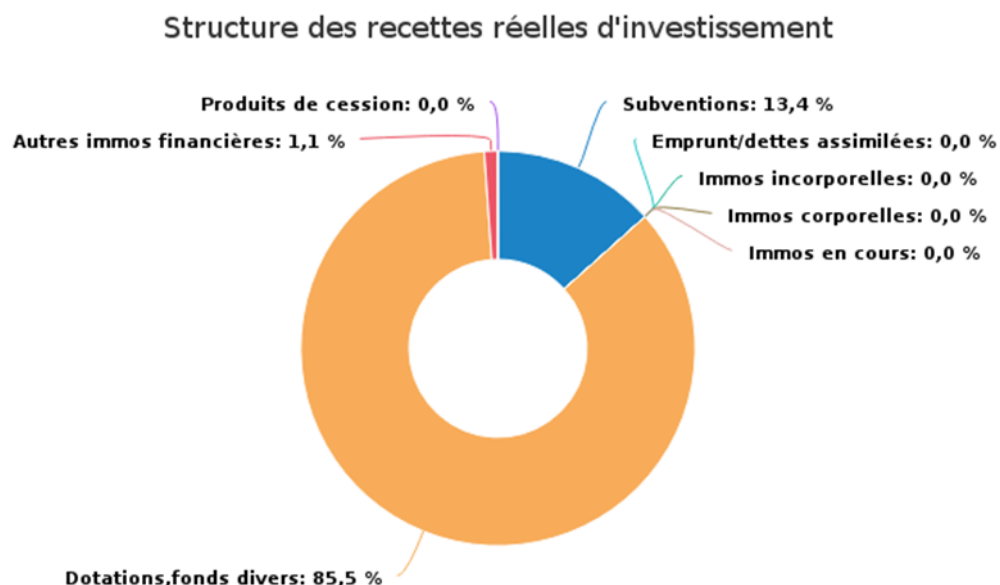
A l'inverse de la section de fonctionnement qui implique des recettes et dépenses récurrentes, la section d'investissement comprend des recettes et dépenses définies dans le temps en fonction des différents projets de la collectivité.

2.1 Les recettes d'investissement

Concernant les recettes d'investissement, on retrouve principalement :

- Les subventions d'investissement (provenant de l'Etat, de la région, département, Europe, ...)
- Le FCTVA et la taxe d'aménagement ;
- L'excédent de fonctionnement capitalisé (l'imputation des excédents de la section de fonctionnement) ;
- Les emprunts.

Pour l'exercice 2025, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 2 657 864,92 €, elles étaient de 2 286 005,5 € en 2024. Elles se décomposent de la façon suivante :



Année	2024	2025	2024-2025 %
Subvention d'investissement	306 246,55 €	347 974,46 €	13,63 %
Emprunt et dettes assimilées	0 €	0 €	- %
Dotations, fonds divers et	1 954 481,19 €	2 276 874 €	0 %
<i>Dont 1068</i>	<i>1 800 000 €</i>	<i>2 000 000 €</i>	<i>11,11 %</i>
Autres recettes d'investissement	25 277,76 €	25 644,29 €	1,45 %
Total recettes d'investissement	2 286 005,5 €	2 657 864,92 €	16,27 %

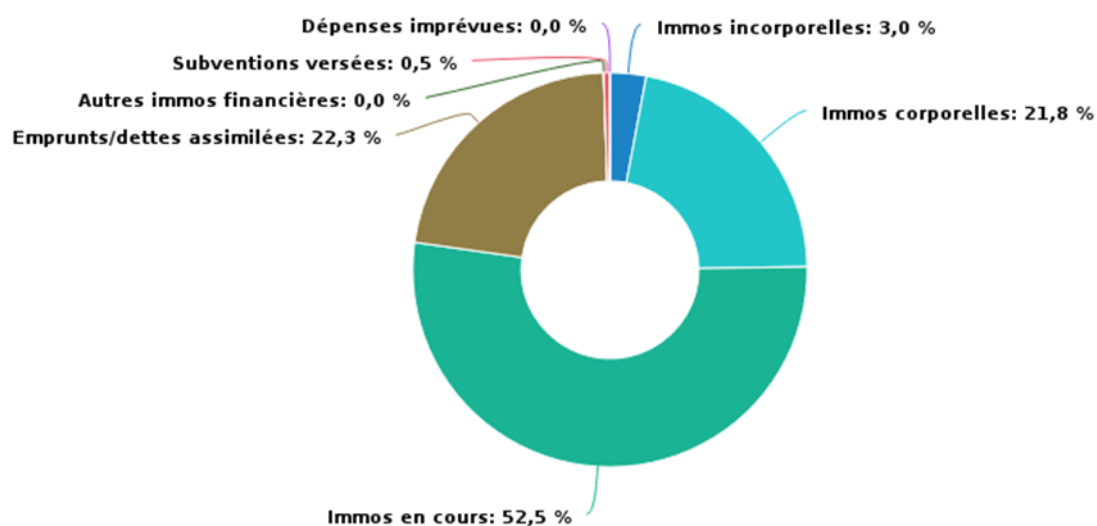
2.2 Les dépenses réelles d'investissement

Pour les dépenses d'investissement, on retrouve principalement :

- Les immobilisations corporelles ;
- Les immobilisations en cours ;
- Le remboursement des emprunts.

Pour l'exercice 2025, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à un montant total de 3 998 755,83 €, elles étaient de 989 312,35 € en 2024.

Structure des dépenses réelles d'investissement



Année	2024	2025	2024-2025%
Immobilisations incorporelles	29 232,92 €	21 064,42 €	-27,94 %
Immobilisations corporelles	215 731,59 €	378 003,57 €	75,22 %
Immobilisations en cours	519 056,35 €	3 417 682,62 €	558,44 %
Emprunts et dettes assimilées	220 291,49 €	182 005,22 €	-17,38 %
Autres dépenses d'investissement	5 000 €	0 €	-100 %
Total dépenses d'investissement	989 312,35 €	0 €	304,2 %

3. Résultats de l'exercice

Réalisations de l'exercice	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	11 746 519,47 €	14 373 457,21 €	2 626 937,74 €
Section d'investissement	4 372 094,44 €	3 187 208,63 €	-1 184 885,81 €
Total	16 118 613,91 €	17 560 665,84 €	1 442 051,93 €

Reports	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	0 €	2 172 519,87 €	-
Section d'investissement	0 €	6 940 465,3 €	-

Total réalisations + reports	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	11 746 519,47 €	16 545 977,08 €	4 799 457,61 €
Section d'investissement	4 372 094,44 €	10 127 673,93 €	5 755 579,49 €

Restes à réaliser	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	0 €	0 €	-
Section d'investissement	204 440,62 €	497 684,17 €	293 243,55 €

Résultats totaux	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution
Section de fonctionnement	11 746 519,47 €	16 545 977,08 €	4 799 457,61 €
Section d'investissement	4 372 094,44 €	10 127 673,93 €	5 755 579,49 €
Total	16 118 613,91 €	26 673 651,01 €	10 555 037,1 €

4. Ratios d'analyse financière

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la collectivité avec les indicateurs permettant de les calculer. Pour rappel :

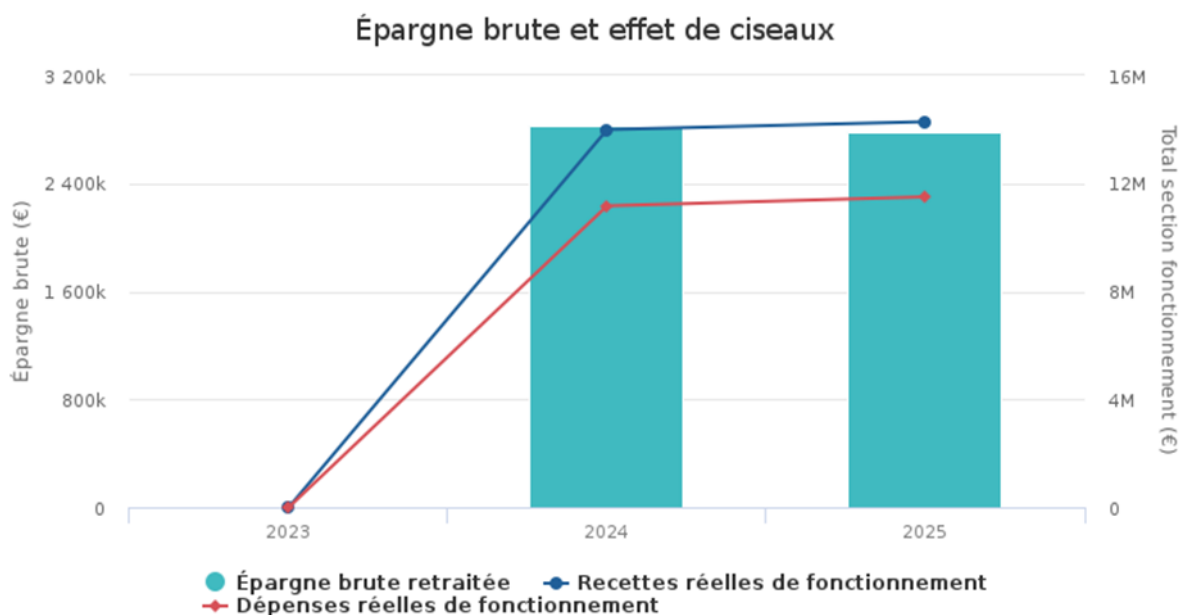
L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement)
- L'autofinancement des investissements
- A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la collectivité sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la Collectivité sur l'exercice.

Année	2024	2025	2024-2025%
Recettes Réelles de fonctionnement	14 046 558,53	14 284 872,59	1,7 %
<i>Dont recettes exceptionnelles</i>	<i>54 332,5</i>	<i>1 387,99</i>	<i>-97,45 %</i>
Dépenses Réelles de fonctionnement	11 167 587,98	11 501 929,75	2,99 %
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	<i>7 111,63</i>	<i>4 765,47</i>	<i>-32,99 %</i>
Epargne brute (€)	2 824 638,05	2 782 942,84	-1,48%
Taux d'épargne brute %	20,19 %	19,48 %	-
Amortissement du capital de la dette	220 291,49 €	182 005,22 €	-17,38%
Epargne nette (€)	2 604 346,56 €	2 600 937,62 €	-0,13%
Encours de dette	3 010 362,57 €	2 828 357,35 €	-6,05 %
Capacité de désendettement	1,07	1,02	-

Le montant d'épargne brute de la Collectivité est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (prendre en compte les retraitements). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la Collectivité et de possiblement dégrader sa situation financière.



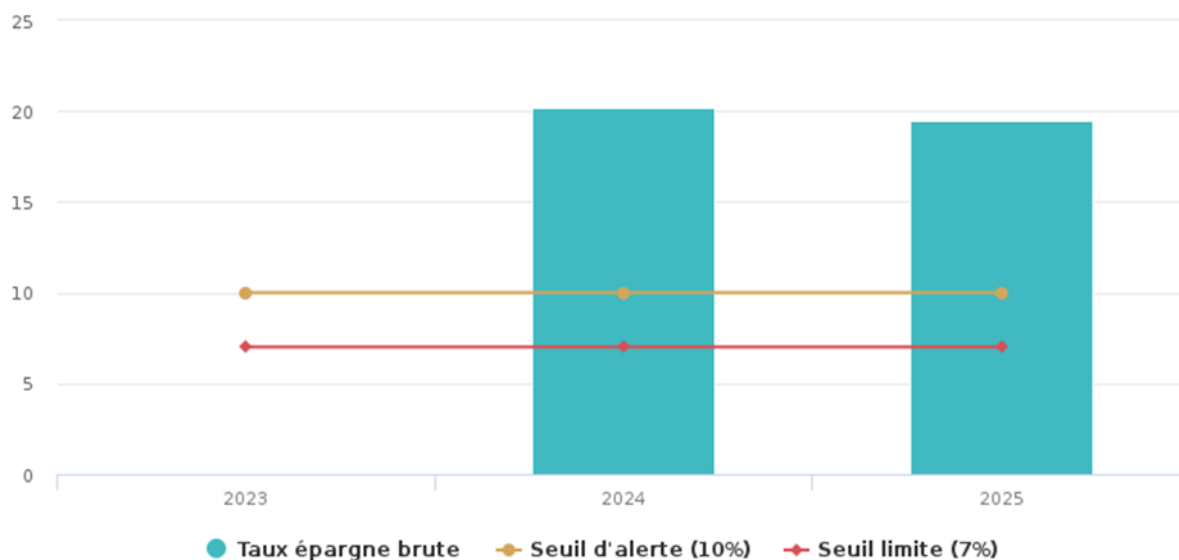
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la collectivité en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

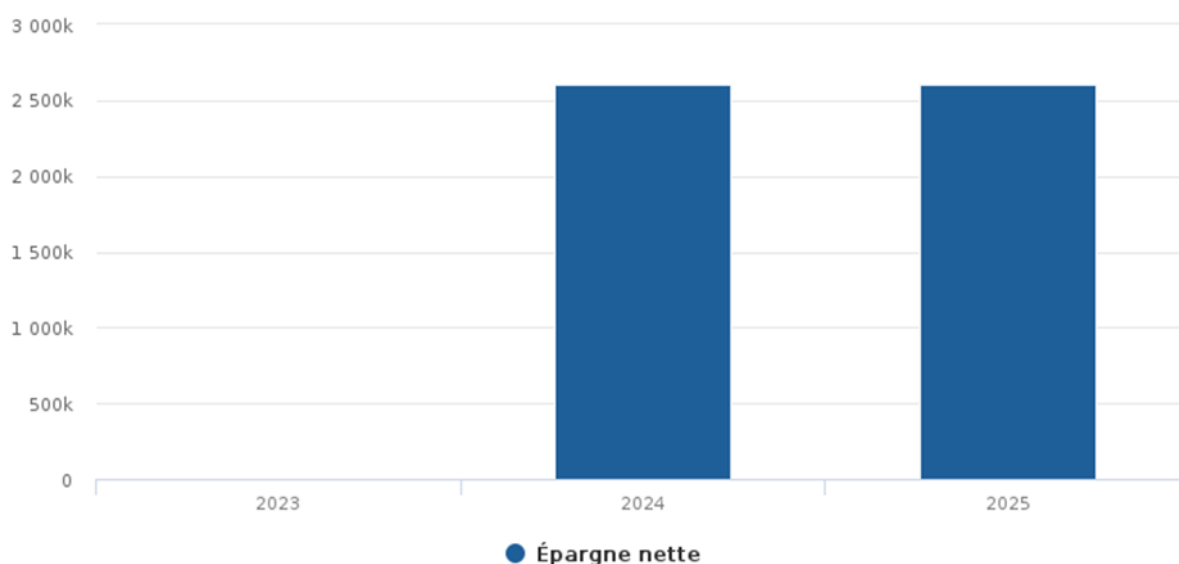
Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la collectivité ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute d'une collectivité française se situait aux alentours de 15% en 2022 (*DGCL - Données DGFIP*).

Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



Épargne nette

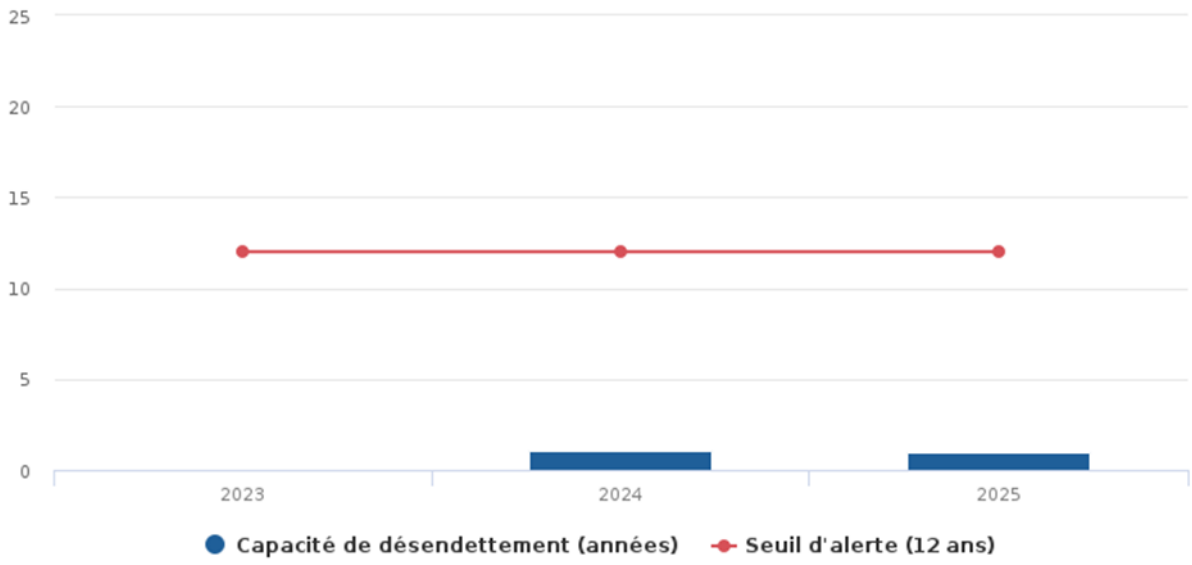


La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une collectivité française se situait aux alentours de 5,5 années en 2023 (bulletin d'information statistique de la DGCL 2023).

Capacité de désendettement de la collectivité



5. Les ratios obligatoires

Le tableau ci-dessous présente les ratios obligatoires de la Collectivité sur la période 2022 - 2024.

Ratios / Année	2024	2025
1 - DRF € / hab.	325,9753	330,4203
2 - Fiscalité directe € / hab.	94.78	96.55
3 - RRF € / hab.	410,0108	410,3669
4 - Dép d'équipement € / hab.	22.3	109.65
5 - Dette / hab.	87,8707	81,2513
6 - DGF / hab	43.15	43.9
7 - Dép de personnel / DRF	0 %	0 %
8 - CMPF	0 %	0 %
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	81,07 %	81,79 %
10 - Dép d'équipement / RRF	5,44 %	26,72 %
11 - Encours de la dette /RRF	21,43 %	19,8 %

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Intercommunalité en France	R1 €/h	R2 €/h	R2 bis €/h	R3 €/h	R4 €/h	R5 €/h	R6 €/h	R7 %	R9 %	R10 %	R11 %
Moins de 15 000 hab.	375	212	114	443	106	236	44	40	91	24	53
15 000 à 30 000 hab.	330	188	71	393	82	208	44	40	89	21	53
30 000 à 50 000 hab.	325	185	54	385	79	197	52	43	90	20	51
50 000 à 100 000 hab.	381	202	64	450	89	268	72	40	90	20	59
100 000 à 300 000 hab.	430	227	84	530	120	475	94	39	89	23	90
300 000 hab. ou plus	383	290	65	504	136	591	146	38	87	27	117

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). **Ratio 2 bis** = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs

années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2022)